

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur :

AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE
90 rue du Férétra
CS 87801
31078 TOULOUSE CEDEX 04

Consultation n° 2025-014

Étude de la valeur des débits objectifs d'étiage (DOE) de 4 stations de mesure du bassin Adour Garonne

CODE CPV (principales et complémentaire) :

90 711 300 Analyse des indicateurs environnementaux autres que pour la construction
90 700 000 Services relatifs à l'environnement

MODE DE PASSATION :

Procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique

CCAP - Consultation n°2025-014 Étude de la valeur des débits objectifs d'étiage (DOE) de 4 stations de mesure du bassin Adour Garonne

ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE	5
1.1 Objet du marché	5
1.2 Code CPV	6
1.3 Acheteur - Pouvoir adjudicateur	6
1.4 Allotissement	6
ARTICLE 2 – MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHE	7
2.1 Mode de passation du marché	7
2.2 Forme du marché	7
ARTICLE 3 – CCAG APPLICABLE	7
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 6 – DECOMPTE DES DELAIS	8
ARTICLE 7 – SUIVI DES PRESTATIONS	8
7.1 Référents agence	8
7.2 Représentant du titulaire	8
ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
8.1 Obligations d’information	9
8.2 Respect des règles déontologiques	10
8.3 Prévention et traitement des situations de conflit d’intérêt	10
ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	10
ARTICLE 10 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	10
ARTICLE 11 – ASSURANCES	11
ARTICLE 12 – DUREE DU MARCHE	11
CCAP - Consultation n°2025-014 Étude de la valeur des débits objectifs d’étéage (DOE) de 4 stations de mesure du bassin Adour Garonne	

12.1	Durée du marché	11
12.2	Durée de validité	11
ARTICLE 13 – MODALITES RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE		11
13.1	Condition d’émission des bons de commande	11
13.2	Délai d’exécution des bons de commande	12
ARTICLE 15 – PRIX		12
ARTICLE 17 – MONTANTS MINIMUM ET MAXIMUM DU MARCHE		12
ARTICLE 18 – MODALITES DE REGLEMENT		12
18.1	Présentation de la demande de paiement	12
18.2	Facturation électronique	14
18.3	Modalités de paiement	15
18.4	Cotraitance	16
18.5	Financement du marché	16
18.6	Comptable assignataire de la dépense	16
18.7	Cession de créances	16
ARTICLE 19 – SOUS-TRAITANCE		16
19.1	Agrément du sous-traitant	16
19.2	Paiement direct au sous-traitant	17
ARTICLE 20 – PENALITES		18
20.1	Pénalités de retard	18
20.2	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	18
20.3	Plafonnement des pénalités de retard	18
20.4	Exonération et mise en recouvrement des pénalités	18
20.5	Pénalités en cas de cotraitance	18

ARTICLE 21 – ARRET DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS	19
ARTICLE 22 – PRIMES	19
ARTICLE 23 – MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS	19
23.1 Vérifications des prestations	19
23.2 Décisions après vérification	19
ARTICLE 24 – DROIT DE PROPRIETE	19
24.1 Propriété des données fournies pour l’exécution des missions	19
24.2 Régime des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards	20
24.3 Propriété des résultats	20
ARTICLE 25 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	20
ARTICLE 26 – CLAUSE DE REEXAMEN	21
ARTICLE 27 – RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS DU TITULAIRE	21
ARTICLE 28 – MODIFICATIONS EN COURS D’EXECUTION DU MARCHE	21
ARTICLE 29 – PRESTATIONS SIMILAIRES	22
ARTICLE 30 – DIFFERENDS	22
30.1 Différends	22
30.2 Tribunal compétent	22
ARTICLE 31 – DEROGATIONS AU CCAG	23

ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent accord cadre concerne l'étude de révision des valeurs de **débits d'objectifs d'étiage (DOE)** et de **débits de crise (DCR)** au niveau des 4 points nodaux suivants du SDAGE Adour-Garonne :

- **Bassin de la Garonne :**
 - la Séoune à Saint-Pierre-De-Clairac (47),
- **Bassin de la Dordogne :**
 - La Dronne à Coutras (33),
 - La Dronne à Bonnes (16),
 - La Lizonne à Saint-Séverin (16).

Pour chaque point nodal, la démarche comprend les quatre étapes suivantes. Pour chaque étape, les principaux éléments à analyser sont précisés ci-après.

1) Cadrage du contexte :

- Contextualisation géographique (analyse de la localisation du point nodal),
- Si elle n'existe pas déjà, explicitation historique de la valeur actuelle des débits de référence DOE et DCR,
- Identification des enjeux structurants.

2) Analyse et mise à jour de l'hydrologie du bassin de gestion :

- Hydrologie mesurée,
- Hydrogéologie,
- Prélèvements et consommations en eau actuels et projetés 2050 avec distinction amont/aval du point nodal
- Soutien d'étiage avec distinction amont/aval du point nodal
- Hydrologie naturelle reconstituée
L'ensemble fera l'objet d'une synthèse sur l'hydrologie,
- Pressions (prélèvement, etc..) des masses d'eau concernées dans l'État des lieux du SDAGE.

3) Analyse de l'écologie :

- Hydromorphologie,
- Qualité de l'eau (physico-chimie et indicateurs biologiques),
- Espèces aquatiques à enjeux (poissons, bivalves, etc.),
- Fonctionnalité des habitats aquatiques pour les espèces considérées,
- État des masses d'eau dans l'État des lieux du SDAGE

4) Synthèse et conclusion sur les valeurs de DOE et de DCR proposées :

- Synthèse globale de la méthode proposée de construction du DOE et du DCR,

CCAP - Consultation n°2025-014 Étude de la valeur des débits objectifs d'étiage (DOE) de 4 stations de mesure du bassin Adour Garonne

- Analyse des conséquences sur la gestion notamment des prélèvements et des ouvrages,
- Conséquence sur les volumes prélevables notamment ceux notifiés par le préfet en 2020,
- Conclusion sur les valeurs de DOE et de DCR proposés.

La conclusion de chaque analyse devra obligatoirement comporter une ou plusieurs propositions argumentées de valeurs de DOE selon les cas.

Des valeurs de DCR devront également être proposées sur chaque point nodal en cohérence avec les valeurs de DOE proposées.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultats.

1.2 Code CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (codes CPV) est :

Libellé	Code CPV
Analyse des indicateurs environnementaux autres que pour la construction	90 711 300
Services relatifs à l'environnement	90 700 000

1.3 Acheteur - Pouvoir adjudicateur

Les prestations sont à réaliser pour le compte de

Agence de l'eau Adour Garonne, ci-après désigné par le terme « l'Agence »

90 rue du Férétra CS87801

31078 Toulouse cedex 4

Siret : 183 100 064 00033

Tél : +33 561363738

<https://www.eau-grandsudouest.fr/>

1.4 Allotissement

Le présent accord cadre concerne 2 lots :

- **Lot 1 :**
 - la Séoune à Saint-Pierre-De-Clairac,
- **Lot 2 :**
 - la Dronne à Coutras,

CCAP - Consultation n°2025-014 Étude de la valeur des débits objectifs d'étiage (DOE) de 4 stations de mesure du bassin Adour Garonne

- la Dronne à Bonnes,
- la Lizonne à Saint-Séverin.

L'allotissement en 2 lots est justifié par la possibilité de regrouper dans le lot 2 les analyses des points nodaux situés sur la Dronne et la Lizonne du fait de certaines similitudes au niveau des caractéristiques des bassins versants, des acteurs locaux concernés, et de leur interdépendance hydrologique. Mais il est pertinent que le point nodal de Saint-Pierre-De-Clairac sur la Séoune, qui ne partage pas de similitudes avec les autres points nodaux, fasse l'objet d'un lot spécifique.

ARTICLE 2 – MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Mode de passation du marché

Le marché est passé sur procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique.

2.2 Forme du marché

Le marché est mixte : il comporte une partie forfaitaire et une partie exécutable sous forme de bons de commande conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 – CCAG APPLICABLE

Le présent cahier des clauses administratives particulières se réfère expressément au Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Prestations intellectuelles objet de l'arrêté du 30 mars 2021 (et ci-après désigné : CCAG PI). Les articles de ce CCAG qui ne sont pas modifiés par le présent CCAP s'appliquent de plein droit.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels régissant l'accord cadre sont, par ordre de priorité décroissante les suivants :

1. L'acte d'engagement dûment complétés et signés par le titulaire accompagné de son annexe le bordereau de prix unitaires référentiel ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi ;
4. Le mémoire de l'attributaire ;
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du présent marché.

Par ailleurs le marché sera soumis au Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Prestations intellectuelles objet de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG PI), ainsi qu'aux différents textes règlementaires relatifs aux prestations objet de ce marché.

Le titulaire, notamment en sa qualité d'homme de l'art, déclare connaître parfaitement les pièces générales bien que non jointe au DCE.

Toute clause, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les conditions générales de vente du titulaire), modifiant les clauses ou contraire aux clauses du présent CCAP, du CCAG-PI ou contraire à la réglementation applicable au présent marché est réputée non écrite.

ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations attendues sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché.

ARTICLE 6 – DECOMPTE DES DELAIS

Le délai global d'exécution de **12 mois** fera l'objet d'une computation effectuée suivant les dispositions de l'article 3.2 du CCAG PI.

ARTICLE 7 – SUIVI DES PRESTATIONS

7.1 Référents agence

Les modalités de suivi et de pilotage de l'étude par la maîtrise d'ouvrage sont décrites à l'article 4 du CCTP. Il est précisé que le titulaire dispose d'autres interlocuteurs que l'Agence de l'eau Adour-Garonne dans le cadre de l'exécution de ses missions, et qu'il ne pourra élever aucune réclamation quant aux interfaces qui seraient décrites dans ce CCTP.

7.2 Représentant du titulaire

L'équipe présentée par le prestataire dans sa proposition sera en charge des prestations pendant toute sa durée. Toute modification d'une personne composant cette équipe devra être soumise à l'acceptation de l'Agence dans les conditions et délais prévus par les dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG PI applicable.

Le titulaire a nommé un Directeur Projet dans son Acte d'Engagement. Cet interlocuteur privilégié ne pourra être remplacé sans accord préalable écrit du Maître d'ouvrage. La demande de substitution devra être adressée dans le mois précédant le cas échéant ce remplacement.

A défaut, des pénalités pourront être appliquées dans les conditions de l'article 20.1 du présent CCAP.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1 Obligations d'information

Toute modification concernant le prestataire doit être signalée dans les conditions prévues à l'article 3.4.2 du CCAG PI applicable.

Doivent être notifiées sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire selon les modalités de son choix (Place...). L'agence de l'eau Adour-Garonne met à disposition gracieusement les services de e-attestation (<http://www.e-attestations.fr>).

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les noms, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique des coûts de revient).

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui sont notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, elle fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

8.2 Respect des règles déontologiques

Au titre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire veille, sous sa responsabilité, au respect des règles déontologiques applicables à sa profession.

Tout manquement du titulaire à ces obligations peut entraîner la résiliation du marché à ses torts et sans indemnité.

8.3 Prévention et traitement des situations de conflit d'intérêt

Le titulaire s'engage à :

- informer l'agence de tout élément ou circonstance susceptible potentiellement de générer un conflit d'intérêt et à proposer des solutions pour y remédier
- garantir l'agence contre toute situation de conflit d'intérêts.

ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Les dispositions des articles 5.1 et 5.3 du CCAG PI s'appliquent.

Il est rappelé que le titulaire doit informer ses sous-traitants de leur soumission aux obligations issues des articles précités et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire s'engage à ne divulguer de quelque manière que ce soit aucun des informations qui lui seront fournies pour mener à bien sa mission et notamment s'il s'agit du contenu des plis des candidats.

ARTICLE 10 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les dispositions de l'article 5.2 du CCAG PI s'appliquent.

Si la mission confiée nécessite que le titulaire mette en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'Agence, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, une convention est établie à cet effet entre l'agence et le titulaire lors de la conclusion du marché subséquent. Cette convention précise :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'Agence et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Si le titulaire considère qu'une saisine constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'agence. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'agence avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire du marché devra justifier qu'il est titulaire d'une police de responsabilité civile, en vertu des articles 1382 et suivants du code civil, en cours de validité. Ce contrat doit le garantir, en vertu des articles 1240 et suivants du code civil, contre les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par des tiers ou l'agence de l'eau Adour-Garonne à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent contrat.

Le titulaire du marché doit également avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité. Celui-ci doit le garantir contre tout type de dommages qu'il causerait à l'agence de l'eau Adour-Garonne, à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché, que ce soit de son propre fait ou de celui de ses préposés.

En cas d'absence de couverture insuffisante ou de résiliation de la ou des polices souscrites, l'agence de l'eau Adour-Garonne exigera de la part du titulaire la souscription d'une nouvelle assurance ou d'une assurance complémentaire. Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à cette demande l'agence de l'eau Adour-Garonne se réserve le droit de résilier le marché.

ARTICLE 12 – DUREE DU MARCHE

12.1 Durée du marché

Le marché est passé pour une durée de validité de 1 an à compter de sa date de notification.

12.2 Durée de validité

La durée de validité du marché est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Cette durée correspond à la durée indiquée à l'article 12.1 ci-dessus.

ARTICLE 13 – MODALITES RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE

13.1 Condition d'émission des bons de commande

Les bons de commande précisent :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- référence de l'accord cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ainsi que le calendrier d'exécution associé;

- le montant du bon de commande établi sur la base des prix figurant au BPU annexé à l'acte d'engagement, révisés le cas échéant.

NB : en l'absence de calendrier , les délais précisés à l'article 7 du CCTP s'appliqueront.

Chaque bon de commande est notifié au titulaire au moins 15 jours avant le commencement des prestations. En cas d'urgence, ce délai peut être réduit à 7 jours.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAF PI, les bons de commande sont adressés au titulaire par simple courrier ou mail. Le titulaire est tenu d'en accuser réception par tout moyen donnant date certaine à leur réception.

Un même dossier peut faire l'objet d'un ou plusieurs bons de commande dans la mesure où l'agence n'est pas maître à l'avance du nombre de réponse qu'elle recevra. La complexité sera donc déterminée au fur et à mesure de l'avancement.

13.2 Délai d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés dans chaque bon de commande.

ARTICLE 15 – PRIX

Les prix figurant au bordereau de prix unitaires (BPU) annexé l'acte d'engagement de l'accord cadre sont définitifs et fermes, et sont soumis à l'article 10 du CCAG PI.

Ces prix constituent les prix de bases sur lesquels les bons de commande seront établis.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents aux éventuels moyens mis à disposition du titulaire, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations et notamment les frais de déplacements pour les réunions), les marges pour risques et marges bénéficiaires. La TVA est appliquée au taux en vigueur.

ARTICLE 17 – MONTANTS MINIMUM ET MAXIMUM DU MARCHÉ

Le marché est conclu sans minimum et pour un montant maximum de **250 000** euros HT.

ARTICLE 18 – MODALITES DE REGLEMENT

18.1 Présentation de la demande de paiement

Les demandes de paiement (factures), comportent les mentions prévues à l'article 11.3 du CCAG PI et à minima :

- Nom et raison sociale du créancier,
- N° d'identification SIREN ou SIRET le cas échéant,
- Coordonnées bancaires complètes,
- N° du marché,

- N° du bon de commande ou N° du marché subséquent
- Date d'exécution des prestations ou taux d'avancement des prestations
- Désignation du débiteur (Pouvoir adjudicateur à l'occurrence l'Agence),
- Désignation des prestations exécutées ou taux d'avancement,
- Prix de règlement,
- Montant total hors taxes (HT),
- Montant et taux de TVA applicable,
- Montant total toutes taxes comprises (TTC) des prestations livrées ou exécutées,
- Numéro et date de facturation.

18.2 Facturation électronique

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> .

Le code SIRET de l'agence est le **183 100 064 00033**.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

En cas de difficultés avérées dans la mise en place de la facturation électronique lors de l'exécution de l'accord, et sur demande expresse du titulaire justifiant des difficultés rencontrées, le titulaire peut établir une facture en un seul original papier et l'adresser ou la remettre au siège de l'agence de l'eau Adour Garonne :

Agence de l'eau Adour Garonne
90 rue du Férétra
CS 87801
31078 CEDEX 4

18.3 Modalités de paiement

18.3.1 Avance

Une avance est accordée dès lors que les conditions de l'article R2191-3 et suivant du code de la commande publique sont remplies sauf si son versement est refusé par le bénéficiaire. Dans ce cas, l'option A du CCAG PI s'applique.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

18.3.2 Acomptes et solde

Des acomptes peuvent être versés au titulaire suivant les conditions de l'article 11 du CCAG PI. Le paiement du solde ne peut intervenir qu'à l'admission des livrables prévus au CCTP, après vérification et admission des résultats dans les conditions fixées à l'article 23 ci-après.

Chaque règlement est effectué sur présentation de la demande de paiement correspondante dont le contenu est fixé à l'article 18.1 ci-dessus. Il est rappelé que le montant des demandes de paiement ne peut excéder le montant des prestations effectuées.

18.3.3 Délai de paiement

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception par la personne publique de la demande de paiement.

18.3.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai ci-dessus fixé fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le retard de paiement donne également lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicable au marché est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

18.4 Cotraitance

En cas de cotraitance, les demandes de paiement sont établies et présentées suivant les conditions mentionnées à l'article 12 du CCAG PI.

18.5 Financement du marché

Le financement du marché est assuré sur les fonds propres de l'Agence.

18.6 Comptable assignataire de la dépense

Le comptable assignataire des dépenses est l'Agent Comptable de l'agence de l'eau Adour Garonne.

18.7 Cession de créances

La Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique est l'ordonnateur de l'agence concernée par la créance.

Les cessions de créance doivent être notifiées à l'Agent Comptable de l'agence.

ARTICLE 19 – SOUS-TRAITANCE

19.1 Agrément du sous-traitant

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour

nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance.

Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

19.2 Paiement direct au sous-traitant

En cas de sous-traitance bénéficiant du paiement direct, le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, soit sous pli recommandé avec accusé de réception, soit par dépôt contre récépissé.

Le titulaire dispose alors de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant, d'autre part, au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse parallèlement sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur, accompagnée de copies des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé. À cet égard, il convient de bien distinguer la demande de paiement des factures elles-mêmes. La demande de paiement doit être libellée, ainsi que l'indique l'article R2193-11 du code de la commande publique, au nom du pouvoir adjudicateur alors que les factures sont émises par le sous-traitant au nom du titulaire. En aucun cas, le sous-traitant n'est habilité à émettre des factures au nom du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai de paiement mentionné ci-après. Ce délai court :

- soit à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord même partiel du titulaire sur le paiement demandé,
- soit à compter de l'expiration du délai de 15 jours prévu ci-dessus, si pendant ce délai le titulaire ne s'est pas manifesté,
- soit à compter de la réception de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé.

Le pouvoir adjudicateur informe alors le titulaire des paiements qu'il effectue aux sous-traitants.

Si le sous-traitant intervient pour le compte d'un membre d'un groupement qui n'est pas le mandataire alors celui-ci est tenu de signer la demande de paiement ou de notifier son refus dans les conditions précisées ci-dessus via le mandataire.

ARTICLE 20 – PENALITES

20.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en cas de retard constaté lors de l'exécution des prestations décrites au CCTP, il sera fait application d'une pénalité calculée de la manière suivante :

$$P = V * R / 200$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités intermédiaires sont possibles.

Par ailleurs, une pénalité de 500€ par jour de retard sera appliquée en cas de non présentation pour agrément du remplacement éventuel du Chef de projet.

20.2 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG PI, le titulaire s'expose à des pénalités définies à l'article 14.2 du CCAG PI.

20.3 Plafonnement des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant cumulé des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant du bon de commande concerné par le retard. Cette disposition ne concerne pas les pénalités issues de l'article 20.2 ci-dessus.

20.4 Exonération et mise en recouvrement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le marché ne prévoit pas d'exonération des pénalités d'aucune sorte.

Toutefois, le titulaire est averti que les pénalités ne seront pas mises en recouvrement tant que le montant total de celles-ci pour la durée du marché telle que définie à l'article 16 ci-dessus, n'excèdera pas 30 euros.

Au-delà de ce montant, les pénalités cumulées dès le 1er euro seront alors mises en recouvrement.

20.5 Pénalités en cas de cotraitance

Dans le cas où le titulaire est un groupement momentané d'entreprises, les pénalités seront partagées :

CCAP - Consultation n°2025-014 Étude de la valeur des débits objectifs d'étiage (DOE) de 4 stations de mesure du bassin Adour Garonne

- Soit au prorata de la part de la commande ou du marché subséquent incombant à chaque membre par rapport au montant total dudit marché, dans le cas où le retard est imputable à l'ensemble des entreprises constituant le groupement ;
- Soit sur la part de la commande ou du marché subséquent, du ou des membres membre(s) sur lequel (lesquels) le retard est clairement imputable.

ARTICLE 21 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du CCAG PI, l'Agence se réserve la possibilité de ne pas poursuivre l'exécution d'un bon de commande ou d'un marché subséquent à l'issue d'une étape qui le compose. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 22 du CCAG PI, l'arrêt de l'exécution des prestations d'un bon ou d'un marché subséquent n'entraîne pas la résiliation de l'accord cadre dans sa globalité

ARTICLE 22 – PRIMES

Il n'est pas prévu de primes pour réalisation anticipée.

ARTICLE 23 – MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS

23.1 Vérifications des prestations

Les vérifications sont effectuées après remise des livrables prévus au CCTP.

Les vérifications prévues sont effectuées dans les conditions prévues de l'article 28.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, l'agence dispose maximum de 30 jours pour procéder à ces vérifications.

23.2 Décisions après vérification

Au terme des opérations de vérification ci-dessus, l'Agence peut prendre des décisions d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG PI. Les décisions de réfaction et de rejet notifiées au titulaire sont motivées et le titulaire peut présenter ses observations, dans les conditions et délais prévus audit article 29 du CCAG PI.

ARTICLE 24 – DROIT DE PROPRIETE

24.1 Propriété des données fournies pour l'exécution des missions

Les données confiées au titulaire appartiennent soit à l'agence soit aux agences lorsqu'elle agit en tant que coordonnatrice d'un groupement, soit à son auteur quand l'agence n'en est pas à l'origine. Toute réutilisation engage la responsabilité contractuelle du titulaire pour atteinte au droit de propriété intellectuelle de l'auteur.

Le titulaire est tenu de restituer ces pièces au terme de la prestation objet du bon de commande ou du marché subséquent.

CCAP - Consultation n°2025-014 Étude de la valeur des débits objectifs d'étiage (DOE) de 4 stations de mesure du bassin Adour Garonne

24.2 Régime des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 33 et 34 du CCAG PI seront applicables au marché.

24.3 Propriété des résultats

Les résultats concernent toutes les données et livrables quel que soit leur format de restitution prévus au CCTP.

Par dérogation à l'article 35.1.1 du CCAG PI, le titulaire cède à titre exclusif, à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation prévus au présent marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation prévus au marché. Les rémunérations perçues par le titulaire au titre du présent marché sont réputées couvrir la l'ensemble des droits cédés.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

ARTICLE 25 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution d'un bon de commande est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que ni l'agence, ni le titulaire, ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations pourra être prononcée dans les conditions prévues à l'article 24 du CCAG PI.

ARTICLE 26 – CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstance que le titulaire ou l'agence ne pourraient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examineront de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviendront, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution.

Le titulaire sera tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'agence d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en oeuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix déjà prises en compte dans l'éventuelle de révision des prix prévue ci-dessus.

Les surcoûts pris en charge par l'agence peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées dans les mêmes conditions prévues ci-dessus.

ARTICLE 27 – RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS DU TITULAIRE

L'accord cadre pourra être résilié dans les cas précisés aux articles 36 et suivants du CCAG PI.

Le décompte de résiliation sera alors établi conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG PI.

Si le titulaire ne se soumet pas aux prescriptions et délais figurant dans la lettre de mise en demeure que le pouvoir adjudicateur lui notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception, la résiliation à ses torts sera prononcée.

Dans ce cas, l'agence pourra avoir recours à un tiers pour palier à la défaillance du titulaire et ce pendant toute la durée du marché pour assurer les prestations défaillantes, dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG PI.

Il sera alors procédé à l'exécution par un tiers des prestations prévues, aux frais et aux risques du titulaire qui devra supporter l'augmentation des dépenses en résultant, par rapport aux prix du marché.

Ce supplément figurera alors dans le décompte de résiliation qui sera établi.

ARTICLE 28 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

En application de l'article L2194-1 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié, dans les cas prévus audit article. Ces modifications donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Les modifications sans être exhaustives pourront concerner entre autres :

- le changement du ou d'un des contractants ;
- la prise en compte de nouveaux textes régissant la prestation ;
- la prise en compte de prix supplémentaires au BPU.

ARTICLE 29 – PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'agence se réserve la possibilité de passer un marché de prestations sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire dans le cadre du présent marché. Le marché de prestations similaires serait limité à un montant maximum de 50 000 euros HT.

ARTICLE 30 – DIFFERENDS

30.1 Différends

Les dispositions de l'article 43 du CCAG PI s'appliquent.

Il est rappelé que tout différend entre le titulaire et l'Agence doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

En l'absence d'accord entre les parties, les parties peuvent avoir recours aux comités consultatifs de règlement amiable (CCIRA) des différends ou litiges dont dépend l'agence :

Comité consultatif de règlement amiable des litiges

DREETS Nouvelle Aquitaine Pôle C

Immeuble Le Pôle 11, avenue Pierre Mendès France

33700 Mérignac

dreetsna.polec@dreets.gouv.fr

Téléphone : +33 555 122 047

30.2 Tribunal compétent

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

L'Instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif dont dépend le pouvoir adjudicateur soit le :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV 31068 Toulouse Cedex 7

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Adresse Internet : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr>

Adresse Télérecours : <http://www.telerecours.fr>

ARTICLE 31 – DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-PI sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG auquel il est fait dérogation
Article 13.1	Article 3.7.1 concernant les modalités de notification des bons de commande
Article 20.1	Article 14.1.1 sur les modalités de calcul des pénalités de retard
Article 20.3	Article 14.1.2 sur le plafonnement des pénalités de retard
Article 20.4	Article 14.1.3 sur les modalités d'exonération des pénalités
Article 21	Article 22 sur la non-résiliation de l'accord cadre en cas d'arrêt d'exécution d'un bon de commande ou d'un marché subséquent
Article 23.1	Article 28.2 sur les délais maximum de vérification des livrables
Article 24.3	Article 35.1.1 sur la propriété sur les résultats

Fait à Toulouse, le 03/03/2025

Elodie GALKO, Directrice G2N2RALE de l'agence de l'eau Adour-Garonne

Par délégation, Stéphanie BREHIN

Directrice administrative et financière